



## Les grands titres:

- « Brexit » : Ban Ki-moon souhaite que l'UE reste un partenaire solide de l'ONU
- Développement durable : l'ONU lance une campagne innovante rassemblant les leaders mondiaux de la communication
- ENTRETIEN : l'ONU soutient la réforme du secteur de la sécurité en Centrafrique
- Colombie : le Conseil de sécurité salue l'accord de cessez-le-feu « historique » entre le gouvernement et les FARC
- Iran : des experts de l'ONU appellent le gouvernement à libérer des artistes emprisonnés
- L'ONU appelle à mener d'un même front le maintien de la paix et le développement durable
- Libye : le Coordonnateur humanitaire condamne des attaques contre des installations médicales à Benghazi

## « Brexit » : Ban Ki-moon souhaite que l'UE reste un partenaire solide de l'ONU



Le siège de l'Union européenne à Bruxelles, en Belgique. Photo : Carmen Cuesta Roca

**24 juin** - Après que les Britanniques ont choisi jeudi de quitter l'Union européenne (UE) à l'issue d'un référendum, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a souhaité vendredi que l'UE reste un partenaire solide des Nations Unies, notamment sur les questions de développement, d'affaires humanitaires, de paix et de sécurité.

« Le Secrétaire général a suivi de près les débats concernant le référendum au Royaume-Uni. Le vote pour quitter l'Union européenne est intervenu à la fin de délibérations intenses et de riches discussions, non seulement au Royaume-Uni, mais aussi dans toute l'Europe », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Alors que le Royaume-Uni et d'autres États membres de l'UE se lancent désormais dans un processus pour tenter de définir la marche à suivre, le Secrétaire général fait confiance au pragmatisme et à la responsabilité commune dont l'Europe a fait preuve à de nombreuses reprises par le passé, dans l'intérêt des citoyens européens », a-t-il ajouté.

« À l'ONU, nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration avec le Royaume-Uni et l'Union européenne – tous deux des partenaires importants », a ajouté le porte-parole. « Le Secrétaire général espère que l'Union européenne va continuer d'être un partenaire solide des Nations Unies en matière de développement et d'affaires humanitaires, ainsi qu'en matière de paix et de sécurité, et notamment en matière de migration ».

Le Secrétaire général a dit également espérer que le Royaume-Uni continue à exercer son leadership dans de nombreux domaines, y compris le développement. « Il espère vivement que cela continue », a dit son porte-parole.

« Lorsque nous travaillons ensemble, nous sommes plus forts », a-t-il dit.

## Développement durable : l'ONU lance une campagne innovante rassemblant les leaders mondiaux de la communication



Le Secrétaire général Ban Ki-moon rencontre les gagnants du concours Cannes Young Lions en France. Photo ONU/Eskinder Debebe

**24 juin** - En visite à Cannes, en France, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé vendredi le lancement d'une initiative innovante, rassemblant pour la première fois les six plus grandes entreprises de communication du monde dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable (ODD).

« Aujourd'hui, l'industrie de la communication franchit une étape historique et novatrice pour vaincre la pauvreté, l'injustice et l'inégalité », a déclaré le Secrétaire général dans un discours, lors du Festival international de la créativité, dit Lions Cannes, un événement récompensant chaque année à Cannes les œuvres les plus créatives du secteur de la publicité et de la communication.

« Les six plus grandes entreprises de communication du monde ont répondu présentes à ce que certains jugeaient impossible : elles ont accepté de mettre leurs différences de côté à l'appui d'une initiative conjointe unique et passionnante pour faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les ODD [les 17 objectifs de développement durable contenus dans ce Programme] », a-t-il ajouté.

Intitulée 'Common Ground' ('Terrain d'entente'), cette initiative mettra au défi les entreprises concurrentes Dentsu, Havas, IPG, Omnicom, Publicis Groupe et WPP de « trouver un terrain d'entente pour le bien commun », a dit M. Ban.

« L'initiative Common Ground reconnaît que les enjeux mondiaux que l'ONU a identifiés transcendent les rivalités commerciales. En travaillant en partenariat pour soutenir les objectifs de développement durable, nous voulons démontrer que même des concurrents féroces peuvent mettre de côté leurs différences afin de servir un intérêt commun plus large », ont quant à eux déclaré dans un communiqué de presse commun les Présidents-directeurs généraux de Dentsu, Tadashi Ishii, de Havas, Yannick Bolloré, d'IPG, Michael Roth, d'Omnicom, John Wren, du Publicis Groupe, Maurice Lévy, et de WPP, Sir Martin Sorrell.

Le Secrétaire général a rappelé que le Programme de développement durable, adopté à l'unanimité par les Etats membres en septembre 2015, est le Programme le plus ambitieux jamais réalisé en matière de lutte contre la pauvreté et de protection de la planète. En cette première année de mise en œuvre des ODD, il a estimé que des innovations telles que 'Common Ground' « tombent à pic ».

L'initiative 'Common Ground' devait commencer immédiatement, avec le lancement d'une campagne de publicité mondiale, au moyen d'espaces publicitaires donnés gratuitement par des entreprises et publications clés.

## ENTRETIEN : l'ONU soutient la réforme du secteur de la sécurité en Centrafrique



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine, Parfait Onanga-Anyanga. Photo : MINUSCA

**24 juin** - L'ONU et ses partenaires ont apporté leur soutien à la réforme du secteur de la sécurité en République centrafricaine, à l'occasion d'une réunion de haut niveau sur cette question au siège de l'ONU cette semaine.

« C'est un événement important qui se tient juste quelques mois après la prise de fonction du Président Touadéra », a souligné le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine, Parfait Onanga-Anyanga, dans un entretien avec la Radio des Nations Unies.

« C'est un moment important pour [permettre à] la Centrafrique de se rendre compte que,

l'élection s'étant bien passée, ce n'était pas une fin en soi. Maintenant, il faut commencer le travail ardu de réformer son secteur de la sécurité », a-t-il ajouté.

Le Représentant spécial s'est félicité de la présence de hauts responsables centrafricains et de partenaires de l'ONU à cette réunion organisée par le Ministre des affaires étrangères de Slovaquie, en sa qualité de président du Groupe des amis de la réforme du secteur de la sécurité.

« Nous pensons que cela peut être un tournant vu les défis immenses auxquels le pays est confronté. Et donc nous avons fait le plaidoyer pour que cet événement ne soit pas simplement un événement de plus, plutôt un moment fondateur pour précisément accompagner la Centrafrique à relever les immenses défis qui restent encore devant elles », a-t-il ajouté.

M. Onanga-Anyanga a rappelé que cette réforme du secteur de la sécurité ne concerne pas seulement la réforme des forces armées mais aussi la police, la gendarmerie, les garde-champêtres et les gardiens pénitenciers. « C'est vraiment une réforme de fond qui touchera le moment venu aux aspects de la justice visant à mettre fin à l'impunité », a-t-il souligné.

Une réunion des bailleurs de fonds est prévue en novembre 2016 à Bruxelles. « Ce sera un moment important pour que des moyens soient alloués à l'effort de réforme », a dit le Représentant spécial.

Il s'est félicité de la décision de l'Union européenne en avril d'approuver une Mission de formation en République centrafricaine (EUTM-RCA) qui a pour objectif de rendre les forces armées centrafricaines modernes et efficaces.

« Il faudrait aussi envisager ce qui pourrait être fait pour les forces de sécurité intérieure », a déclaré le Représentant spécial.

Il a souhaité également un renforcement de la collaboration entre les forces de sécurité centrafricaines et les Casques bleus de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA).

« Il faudrait pousser cette collaboration beaucoup plus loin », a-t-il ajouté.

S'agissant des récentes attaques contre des convois humanitaires, M. Onanga-Anyanga a jugé « déplorable de voir que des acteurs de la communauté humanitaire, qui font tant pour apaiser les souffrances des populations vulnérables de la République centrafricaine, fassent l'objet d'attaques répétées ».

« La Centrafrique a besoin de tous ses partenaires, la Centrafrique a besoin de l'appui de la communauté internationale », a-t-il ajouté. Mais, selon lui, il faut aussi que le pays montre « sa volonté de tourner la page ». « Tout l'appui de la communauté internationale, aussi massif soit-il, ne mènera à rien si les Centrafricains, les filles et les fils de la Centrafrique, ne comprennent pas que le temps de la guerre est passé et qu'aujourd'hui, c'est vraiment le temps de la paix ».

## Colombie : le Conseil de sécurité salue l'accord de cessez-le-feu « historique » entre le gouvernement et les FARC



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (debout à droite), lors d'une cérémonie organisée à La Havane, à Cuba, pour la signature de l'accord de cessez-le-feu bilatéral entre le gouvernement de Colombie et les rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP), le jeudi 23 juin 2016. Photo : ONU / Eskinder Debebe

**24 juin** - Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est félicité de l'accord « historique » de cessez-le-feu conclu jeudi à La Havane, à Cuba, entre le gouvernement de Colombie et les rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP).

Dans une déclaration de presse, les membres du Conseil ont salué « la détermination des parties » à parvenir à cet accord. Ils ont reconnu que cet accord de cessez-le-feu représente une « nouvelle étape importante en faveur d'un accord de paix final » pour mettre fin à cinquante ans de conflit armé en Colombie.

Les membres du Conseil de sécurité ont noté « le rôle vital joué par Cuba et la Norvège en tant que garants » de l'accord, mais aussi par le Chili et le Venezuela « en tant que pays accompagnant le processus de paix en Colombie ».

Le Conseil de sécurité a réaffirmé son engagement en faveur du processus de paix en Colombie. Il a également réaffirmé son soutien aux parties pour qu'elles parviennent à un accord de paix final et sa « détermination à soutenir la mise en œuvre par la Colombie de cet accord de paix ».

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui a assisté plus tôt dans la journée de jeudi à la signature de l'accord de cessez-le-feu entre le gouvernement et les FARC dans la capitale cubaine, s'est également dit à cette occasion convaincu que ce succès donnerait « un nouvel élan pour la dernière phase des négociations ».

## Iran : des experts de l'ONU appellent le gouvernement à libérer des artistes emprisonnés



La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits culturels, Karima Bennouna. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

**24 juin** - La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits culturels, Karima Bennouna, et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, ont appelé vendredi le gouvernement iranien à libérer les musiciens Mehdi Rajabian and Yousef Emadi, ainsi que le cinéaste Hossein Rajabian, qui ont été emprisonnés et condamnés à de lourdes amendes plus tôt ce mois-ci.

« Ces trois artistes ont été condamnés pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et à la créativité artistique, ce qui entraîne des restrictions injustifiables au droit de toutes les personnes en Iran à avoir accès aux arts et à en profiter », a déclaré Mme Bennouna. «

L'expression artistique n'est tout simplement pas un crime ».

Ces deux experts ont contacté les autorités iraniennes sur ces cas plus tôt cette année, y compris sur la pratique de la torture sur M. Rajabian, musicien et fondateur de Barg Music, un distributeur de musique alternative en Iran.

Le gouvernement a répondu aux experts de l'ONU que les trois artistes avaient été condamnés, en mai 2015, à six ans de prison et chacun à une amende de 50 millions de rials (environ 1658 dollars) pour avoir 'insulté les principes sacrés de l'Islam', pour 'propagande contre l'État', et pour avoir 'commis des activités illégales dans le secteur audiovisuel, y compris à travers la production de matériel audiovisuel interdit et la réalisation d'un site illégal de musique'. En appel, la peine de prison a été réduite à trois ans.

« Nous reconnaissons que la peine des artistes a été réduite par la cour d'appel », a déclaré M. Kaye. « Cependant, ce verdict est toujours inacceptable : la détention de quelqu'un pour 'insulte au sacré' et 'propagande contre l'État' est incompatible avec les normes internationales des droits humains ».

« Je suis particulièrement consternée que Mehdi Rajabian, Yousef Emadi et Hossein Rajabian aient été forcés de faire des 'aveux' à la télévision », a déclaré Mme Bennouna. « Cela correspond à une attaque extraordinaire contre ces artistes, ce qui a des répercussions graves pour d'autres personnes en Iran ».

Les deux experts ont demandé la libération immédiate des trois artistes et l'abandon de toutes les accusations.

Cet appel a reçu le soutien du Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Ahmed Shaheed, et du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Juan E. Méndez.

## L'ONU appelle à mener d'un même front le maintien de la paix et le développement durable



Le Vice Secrétaire général Jan Eliasson (à gauche) et Macharia Kamau, Président de la Commission de consolidation de la paix. Photo ONU/JC McIlwaine

**24 juin** - Lors d'une réunion conjointe du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) et de la Commission de consolidation de la paix (CCP), le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, a souligné vendredi le lien d'interdépendance entre le maintien de la paix et le développement durable, avertissant que l'un ne pourra pas être réalisé sans que l'autre ne le soit également.

S'adressant aux membres de l'ECOSOC et de la CCP, M. Eliasson a rappelé que, dans le cadre des opérations de maintien de la paix et de l'action humanitaire, la communauté internationale et les Nations Unies se concentrent principalement sur la phase aiguë des conflits. « Cependant, nous devons accorder plus d'attention aussi bien aux périodes précédant le déclenchement de la violence, qu'à celles commençant à la fin des conflits

violents », a-t-il dit.

Le Vice-Secrétaire général a également rappelé que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU ont adopté simultanément, le 28 avril dernier, deux résolutions visant à réformer le maintien de la paix, notamment en faisant en sorte que l'ensemble du système des Nations Unies en soit responsable.

« C'est la raison pour laquelle le thème de la réunion d'aujourd'hui est si important : relier la consolidation de la paix et le développement durable », a-t-il dit, avant d'énumérer les points de rapprochement entre ces deux résolutions et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté en 2015.

« Tout d'abord, tous deux reconnaissent que chaque pays a la responsabilité première de la mise en œuvre du Programme et du maintien de la paix », a déclaré le Vice-Secrétaire général, ajoutant que les résolutions comme le Programme insistent sur l'importance de prévenir les conflits violents et de construire des sociétés pacifiques.

M. Eliasson a rappelé que les résolutions comme le Programme soulignent également l'interdépendance des défis auxquels le monde est confronté. « Les tâches complexes, qu'il s'agisse de la promotion du développement durable ou du maintien de la paix, ne peuvent être divisées en silos, être compartimentées », a-t-il dit.

Il a par ailleurs souligné que plusieurs facteurs clés contribuant à l'éclatement des conflits ont trait au développement durable, y compris les inégalités économiques, sociales et environnementales, le manque d'emplois, la mauvaise gestion des ressources naturelles et le manque d'adaptation au changement climatique.

« Les objectifs de développement durable ne pourront, à mon avis, pas être atteints si nous ne sommes pas en mesure de maintenir la paix », a dit M. Eliasson. « Et nous ne serons pas en mesure de maintenir la paix si nous ne nous attaquons pas aux facteurs liés à la réalisation des objectifs de développement durable ».

## Libye : le Coordonnateur humanitaire condamne des attaques contre des installations médicales à Benghazi



Une vue de la vieille ville de Benghazi, en Libye. Photo : MANUL/Iason Athanasiadis

**24 juin** - Après trois attaques contre des installations médicales ces derniers jours à Benghazi, en Libye, le Coordonnateur humanitaire de l'ONU par intérim, Dr Syed Jaffar Hussain, a exprimé vendredi sa profonde préoccupation et a invité toutes les parties prenantes à ne pas attaquer les installations médicales et à prendre toutes les précautions possibles pour éviter des victimes parmi leurs patients et le personnel.

« Je suis consterné par ces attaques qui mettent en danger les patients et le personnel médical », a déclaré le Dr. Hussain, qui est aussi le représentant de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en Libye.

« J'appelle toutes les parties prenantes à respecter pleinement leurs obligations en vertu du droit international, y compris le droit international des droits de l'homme », a-t-il ajouté dans un communiqué de presse.

Le Coordonnateur humanitaire a condamné fermement les actes de violence, les attaques et les menaces contre le personnel médical et le personnel humanitaire exclusivement affectés à des tâches médicales, contre leurs moyens de transport et leurs équipements, ainsi que contre les hôpitaux et autres établissements médicaux. Il a déploré les conséquences à long terme de ces attaques sur la population civile et le système de soins de santé en Libye.

Dr. Hussain a rappelé qu'il était essentiel de respecter les principes et les règles du droit international humanitaire conformément à la résolution 2286 du Conseil de sécurité des Nations Unies.